

L'information scientifique et technique, la participation du public et les effets de soutenabilité dans les conflits socio-écologiques (CIPARSOS)

Résumé

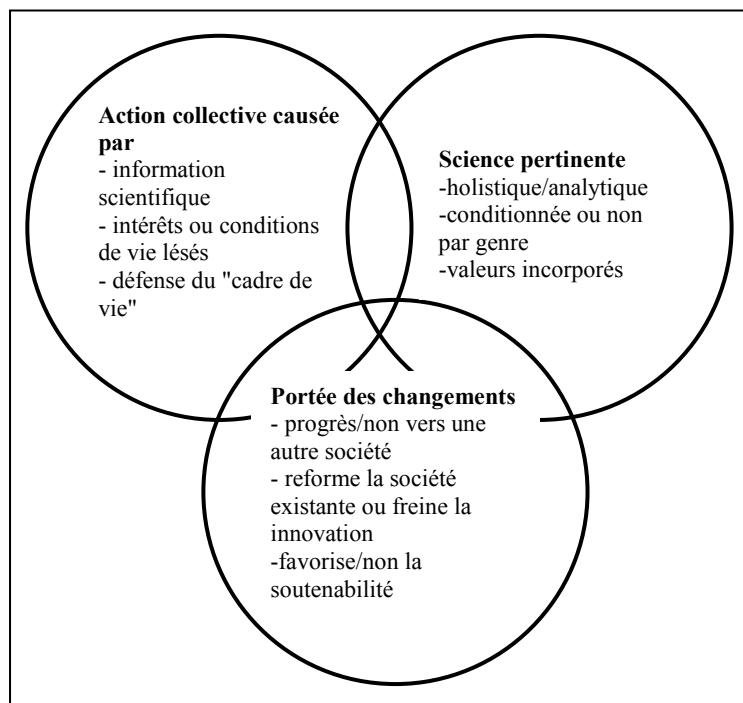
Le projet vise à produire de nouvelles données et résultats sur les mouvements sociaux et les actions collectives qui sont générés par des conflits sociaux articulés autour d'une composante environnementale. Plus précisément, il se propose élucider, à travers l'étude d'un certain nombre de cas pertinents, un nombre de questions à cet égard. Tout d'abord, *dans quelle mesure la diffusion de l'information scientifique est un facteur déterminant dans ce type de conflits sociaux* et, plus généralement, quel est le rôle que la description des problèmes a dans l'origine et développement de ces conflits-là. Deuxièmement, si *la contraposition des discours des «experts» qui sont liés à des positions différentes* dans le conflit (les développeurs, l'administration, des groupes de citoyens ...), contraposition qui est souvent caractéristique, est associée à des *visions différentes tant du contenu de la connaissance que de le rôle social de la science*. Aussi, essayer de détecter les changements que *l'interaction entre les chercheurs et les militants* provoque tant sur les caractéristiques du mouvement social (l'apprentissage collectif, la capacité de proposer solutions, etc.) que sur le rôle social de la science (communautés de connaissance élargies, légitimité des sources d'information fondées sur les connaissances traditionnelles ou de l'expérience, etc.) ... Il s'agit, enfin, de préciser la portée des *effets de structure et des changements sociaux résultant de l'évolution de ces conflits* dans trois domaines: la mesure dans laquelle l'intervention citoyenne produit des changements vers une plus grande réflexivité et ouverture dans les procédures pour la prise de décisions; la connexion de l'action avec des visions alternatives de l'organisation sociale; et les impacts en termes de durabilité ou soutenabilité environnementale dans un contexte de limites à la croissance. Le développement de la recherche permettra de comparer les méthodes mises au point lors d'un précédent projet, réalisé en 2006 et 2007. L'enceinte géographique est Catalogne, Valence, Îles Baléares, Pays Basque et l'Andalousie en Espagne, avec d'autres études de cas en France et en Équateur. En maintenant en tout cas, la structure interdisciplinaire et interuniversitaire qu'on avait déjà pratiquée pendant la phase antérieure.

Cadre conceptuel

Ce projet a été formulé comme une suite de celui qui a été conduit en 2006 et 2007/8 sous le titre « Connaissance technique et scientifique et participation des citoyens à l'innovation sociale ». Ce projet s'est centré sur l'interaction entre les experts et les citoyens dans les processus d'innovation sociale dans le domaine de la durabilité écologique et la gestion des ressources naturelles. Son point de départ fût l'observation d'un nombre significatif de cas, dans lesquels les conflits socio-environnementaux ont produit de l'innovation sociale à travers le développement de compétences au sein de la population locale et des mouvements, le plus souvent par une interaction avec des groupes de scientifiques et de spécialistes. Le résultat a été souvent d'importantes variations dans les caractéristiques du mouvement social et du rôle des sciences sociales. Dans telles situations, les gens ordinaires ont réussi en la promotion des changements vers une plus grande réflexivité et ouverture dans les procédures de décision. D'autre part, on donne lieu à des contextes de "*postnormal science*" ou communautés de connaissance élargies. Dans le cadre de ce projet on a exploré en profondeur certains des plus importants cas de la Catalogne, de Valence et les Îles Baléares et a on développé une méthodologie et une équipe interdisciplinaire et interuniversitaire pour mener à bien ce type d'étude.

Le projet maintenant proposé vise à appliquer la méthode définie dans la phase précédente, en étudiant une série de cas dans une zone géographique plus large, à la fois en Espagne et en France et en Équateur, afin de comparer d'une manière systématique et généralisée les résultats. Il s'agit de déterminer, en premier lieu, dans quelle mesure la diffusion de l'information scientifique est un facteur causal dans les mouvements sociaux et les actions collectives qui se produisent sur les conflits socio-environnementaux et, plus généralement, le rôle que les arguments experts ont sur l'origine, la définition et le développement de ces conflits. Deuxièmement, si la confrontation des discours des «experts» liés à des positions différentes dans les conflits (les promoteurs, l'administration, les groupes de citoyens ...) est associée à des visions et d'évolutions différentes quant au contenu des connaissances et quant au rôle social des sciences. En particulier, on s'essayera d'établir dans quelle mesure les arguments scientifiques des experts liés au mouvement environnemental présentent certaines caractéristiques qui leur ont souvent été attribuées: le holisme, la complexité, la critique de l'androcentrisme ... Aussi, on essayera de détecter les changements que l'interaction entre les chercheurs et les militants produisent à la fois dans les caractéristiques du mouvement social (l'apprentissage collectif, la capacité de proposition, etc.) et dans le rôle social de la science (communautés de connaissance élargies, légitimité des sources d'information fondées sur les

connaissances traditionnelles ou de l'expérience, etc.) ... Enfin, nous allons essayer de préciser l'étendue des effets sur la structure sociale et des changements sociaux résultant de l'évolution de ces conflits dans trois domaines: (a) la mesure dans laquelle la intervention des citoyens comporte de changements vers une plus grande réflexivité et une plus grande ouverture dans les procédures pour la prise de décisions; (b) les liaisons de l'action avec les visions d'une organisation sociale et politique différente; et (c) les impacts en termes de durabilité ou soutenabilité environnementale dans un contexte de limites à la croissance.



Le projet vise donc à tester empiriquement la croyance qu'il existe un lien étroit entre la science et les actions respectueuses de l'environnement, par l'étude d'un nombre important de cas. Plus précisément: il veut contraster avec les pratiques sociales la réalité de quatre scénarios qui ont été à maintes reprises considérés à ce sujet: (1) que la diffusion de l'information scientifique donne raison de la préoccupation sociale pour l'environnement de plus en plus présente et, en définitive, de l'émergence d'un comportement collective amical vers la nature; (2) que l'argumentation des experts en relation avec les mouvements sociaux augmente la réflexivité dans la modernité avancée; (3) que le type de science impliquée dans tels mouvements présente des caractéristiques particulières qui la distinguent de celles invoquée par d'autres acteurs sociaux et institutionnels et, enfin, (4) que la vision du monde de ces mouvements propose d'autres formes d'organisation sociale.

1) Le souci/engagement de l'environnement semble être un trait culturel caractéristique de la dernière phase de la civilisation industrielle, le résultat d'un changement récent dans la liste des valeurs que nous estimons appropriés à adhérer. On a posé ainsi la question pour les sources de ce changement, les raisons de sentir et d'exprimer cette préoccupation. Il existe de nombreuses théories, mais toutes peuvent être considérées variantes des trois réponses de base. La première: nous sommes arrivés à savoir plus de ce que nous savions à propos de la fragilité de l'environnement et c'est ça qui fait que l'inquiétude augmente de plus en plus. La production et la diffusion des connaissances scientifiques, et le rôle spécial de l'écologie, rendent chaque jour plus de gens conscients de l'impact humain sur les grands systèmes naturels et de la nécessité de faire quelque chose pour contrôler et réduire cet impact. Dunlap a travaillé dans cette ligne pour plus de deux décennies: «... nous pensons que l'émergence continue de nouvelles preuves scientifiques concernant les effets néfastes des activités humaines sur la qualité de l'environnement et les menaces qui pèsent sur le bien-être des êtres humains (et d'autres espèces) va générer une pression continue vers une vision plus écologique du monde "(Dunlap et al. 2000:439). Dans de nombreuses études il a affirmé que la vision du monde caractéristique de l'ère industrielle, fondée sur la croyance dans la capacité humaine à se séparer de la nature et la dominer, est en train d'être déplacée par un nouveau paradigme, dont les principes sont l'acceptation de la finitude de la planète et de l'interdépendance entre les humains et les autres êtres vivants. Est-ce à cette nouvelle vision qu'il a nommé nouveau paradigme écologique (NEP). Et dans un développement technique de l'idée, il a développé une échelle de mesure de la présence dans la société de ces deux visions du monde ou paradigmes clés. L'échelle NEP a été appliquée dans de nombreuses études dans différentes sociétés, en détectant souvent un public fort sympathétique. Selon les tenants de ce point de vue, l'engagement avec l'environnement est expliquée comme un effet de la diffusion d'information scientifique sur

l'état des écosystèmes, de sorte que le nouveau paradigme écologique serait, pour ainsi dire, une version populaire de la l'écologie comme une science. Nous savons plus, et, en conséquence, l'inquiétude s'accroît.

Selon un autre point de vue, assez répandu, le souci de l'environnement fait partie de l'intérêt croissant pour une meilleure qualité de vie: les gens commencent à se concentrer sur la conservation de l'environnement après d'avoir perçu le bien-être matériel comme sécuritaire et bien consolidé. Dans cette perspective, la diffusion des idées et des valeurs d'environnement serait un résultat plus ou moins automatique du progrès économique. Cette vision de l'écologie a des nombreuses expressions académiques. La plus célèbre et influent en est, probablement, le post-matérialisme: «la satisfaction des besoins physiologiques conduit à placer plus l'accent sur des cibles non physiologiques ou post-matérialistes" (Inglehart 1991:140). Inglehart et ses collègues ont rassemblé une grande quantité de données empiriques qui révèlent la présence de vues post-materialistes dans des différents pays, en augment sous l'impulsion du changement générationnel, quand ceux qui ont grandi dans un contexte de richesse bien consolidée deviennent une partie plus grande de la population totale. L'origine de l'avis favorable à la protection de l'environnement, alors, ne se trouverait pas dans la diffusion de l'information scientifique, mais dans les possibilités offertes par les conditions de vie dans les sociétés post-industrielles, combinées avec l'expérience de la détérioration de la qualité de l'environnement le plus proche (Inglehart, 1995).

Les deux approches précitées sont d'accord sur une chose: les deux maintiennent que certains événements culturels (la diffusion de rapports scientifiques, l'émergence de nouvelles valeurs) sont à l'origine, à travers de médiations plus ou moins complexes, de la propagation dans la société d'un comportement compatible avec la protection de la nature. Une troisième approche soulève des choses bien différentes: les conditions dans lesquelles se développe la vie des personnes causent des actions, des comportements, qui relient à la fin avec certaines idées ou valeurs. Dans le domaine que nous occupe, les personnes qui souffrent les effets de la dégradation de l'environnement sont de plus en plus nombreuses et les effets négatifs sont plus grands et fréquents. Les manifestations du phénomène sont diverses et souvent elles aboutissent à des actions et des mouvements sociaux, qui peuvent exprimer les problèmes sans mentionner explicitement l'environnement, bien que, aujourd'hui, il est probable que les populations touchées intègrent des valeurs et des croyances environnementales dans leur discours. En un mot: le souci de l'environnement est l'affaire de ceux qui en sont victimes et subissent les effets de sa dégradation (une expérience qui tend à être commune et fréquente, qui a tendance à affecter davantage de personnes chaque jour et à s'exprimer en épisodes chaque fois moins séparés dans le temps). Certains groupes sociaux sont, pour ainsi dire, plus de victimes que d'autres, ce qui les amène à aller plus vite. Ces considérations sont visibles, par exemple, aux États-Unis, dans le mouvement de justice environnementale (Bullard, 1994); et aussi dans ce qui a été qualifié de «écologie spontanée des pauvres" (Martínez Alier, 1994) ou dans certaines propositions éco-féministes (Shiva, 1989).

Il est difficile, en bref, de trouver la naissance de la conscience environnementale dans une seule et même source, de l'attribuer une seule source. Il y a de propositions d'analyse qui donnent à penser que la diffusion des informations scientifiques sur l'état de l'environnement est essentielle pour expliquer les actions sociales dans la défense de celui-ci, fondées donc sur l'hypothèse que la science a un rôle important dans le mouvement parce que l'action collective dépend de la façon dont les problèmes ont été définis en termes scientifiques. En d'autres modèles, l'information scientifique n'est pas un facteur causal décisif, mais un élément accessoire, qui contribue à façonner ou à légitimer les discours des acteurs. Etc.

2) Une autre façon dont la science est en rapport avec les mouvements sociaux environnementaux est à travers l'idée que ces mouvements expriment en général la *réflexivité* des sociétés modernes. Ces mouvements sont souvent présentés comme qu'ils ne répondent pas à une position donnée dans les rapports socio-économiques (de richesse ou de pouvoir), mais à la préoccupation informée par les effets de portée générale de l'activité humaine. Ils n'expriment pas un intérêt particulier, mais un intérêt général (étendu même aux générations futures et aux autres êtres vivants). Ils sont interprétés d'accord avec la thèse que la nature est «socialement construite» comme un élément souhaitable de la société (qualité de vie, laisser derrière nous une Terre habitable, l'écotourisme, etc). A travers des interventions telles que celles-ci, lesquelles exigent l'assimilation d'informations relativement éloignées de la vie quotidienne, les mouvements ont été perçus comme expressions caractéristiques de la «modernisation réflexive». Par exemple, Beck a soutenu que la modernisation réflexive (dans le sens d'auto-confrontation avec elle-même de la société industrielle) est le processus qui mène à la société du risque (Beck, 1994:11) et il a insisté sur le fait que l'écologie et le féminisme sont particulièrement significatifs à cet égard, en touchant profondément, entre d'autres choses, le statut et le rôle des experts. Une hypothèse à contraire (Schnaiberg et Gould 2000) soutient que dans de nombreux cas, la cause des conflits réside dans les effets ré-distributifs d'une loi ou d'une action (effets sur la propriété, sur l'accès à une ressource, sur l'inégalité d'exposition aux risques ou dangers, etc.) ... Et souvent, la perception de l'impact est très directe et ne nécessite pas beaucoup d'informations spécialisées. Dans tels cas, la cause de l'action est la défense d'un intérêt particulier, avec une forte composante directe (et la question quelques fois est de savoir si le conflit peut conduire à une réorientation des choses, parce qu'il y a des études qui ont montré (Freudenburg et Pasteur 1992) la difficulté de réduire les mouvements causés par un intérêt particulier à la condition de mouvement NIMBY (pas dans ma cour)).

3) Une troisième ligne de la relation entre la science et les conflits sociaux explorés dans le cadre du projet porte sur la notion que les connaissances invoquées par les différents acteurs (institutionnels ou sociaux), présentent des caractéristiques distinctes, non seulement en ce qui concerne des idées différentes sur le rôle social de la science, mais aussi à certaines caractéristiques de celle-ci. On a maintenu dans nombreuses études que l'analyse déterministe, positiviste, anthropocentrique et androcentrique est souvent incorporé dans le discours productiviste des acteurs du développement, et souvent aussi de l'administration; et que les mouvements adhèrent plus souvent à un discours scientifique inspiré par la complexité globale, éco-centrique et / ou éco-féministe, et essaient de construire des ponts entre le savoir «profane» ou «populaire» et la connaissance techno-scientifique des experts.

Les précédents historiques en ce qui concerne la prétendue existence de «deux» raisons ou «deux sciences» montrent des effets pervers en abondance et conseillent la prudence. Il semble plus raisonnable d'explorer quelques lignes: la relation entre la complexité et le déterminisme (Kauffman 1996, Lewin, 1994), la critique de l'androcentrisme de la science moderne (Merchant 1988, 1995), les incidences de la connexion entre l'écocentrisme et le réductionnisme (Morrison, 1999, Duncan 2006), et d'autres. Dans le cadre du projet on abordera la question d'une manière plus sobre, limitée à les caractéristiques du type de science invoquée par les différents acteurs dans le conflit social, avec une attention particulière à la présence éventuelle des traits décrits ci-dessus.

4) Pour les approches de la science politique, les informations scientifiques sur les limites naturelles et sur l'état des écosystèmes, et leur influence sur les mouvements et les actions collectives dans ce domaine, sont souvent liés à l'hypothèse que ces mouvements ont comme but inhérent l'aspiration à une société alternative, différente à l'actuelle. C'est ainsi dans plusieurs versions de la doctrine des "nouveaux mouvements sociaux" (Riechmann et Fernández Buey 1994, Dalton, 1994), dans la théorie de Illich (1974) des seuils de contre-productivité, dans les utopies que anticipent une réponse proactive à la décroissance (Heinberg 2004, 2006, 2006 Latouche, etc.). Selon d'autres opinions, l'impact des changements sociaux générés par les mouvements et résistances écologistes se maintiennent dans les paramètres des sociétés existantes, en apportant une certaine revitalisation de la démocratie grâce à l'ouverture des procédures administratives (Paehlke et Torgerson, 1990), en fournissant une première impulsion à la modernisation écologique (Mol 2001) ou d'autres formes. Dans tous ces cas, les mouvements montrent les limites d'un style technocratique de prise de décision et la demande pour une plus grande participation des citoyens. Il y a, enfin, la crainte que ces effets consistent principalement à éroder de manière déraisonnable la confiance dans le progrès (Nisbet, 1981) ou à introduire des obstacles à la modernisation et des distorsions à la résolution des problèmes urgents du développement.